

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Diplomatie

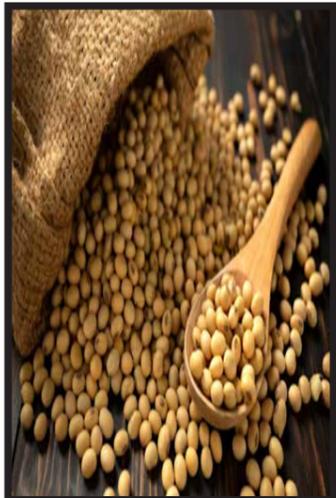
La directrice du FMI accusée de pressions en faveur de la Chine

Kristalina Georgieva aurait fait pression, lorsqu'elle était en poste à la Banque ... • (Page 08)

Immobilier

La Bourse de Hong Kong boit la tasse

Evergrande est au bord du gouffre financier. La situation précaire du géant chinois ... • (Page 08)



Indice mondial de l'innovation 2021

• (Page 03)

Le Togo parmi les dix derniers



Commercialisation du soja

• (Page 05)

Les acteurs invités au respect des dispositions réglementaires

Risques climatiques

L'AFC annonce un fonds de 500 millions de dollars

Afin de renforcer la résilience des infrastructures des pays africains contre les ... • (Page 02)

Relance post-covid-19

Le Togo plaide pour la mobilisation accrue des ressources

La ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson a présenté la ... • (Page 04)

Africa Investment Forum

3ème Market Days à Abidjan

Africa Investment Forum accueillera les troisièmes Market Days à Abidjan, du 1er au 3 décembre 2021. L'Africa Investment Forum tiendra ... • (Page 06)

Expo2020 Dubaï

Les inscriptions ouvertes aux Togolais jusqu'au 31 octobre

Le ministère du commerce a rappelé ce lundi aux opérateurs économiques ... • (Page 11)



**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Risques climatiques

L'AFC annonce un fonds de 500 millions de dollars

Afin de renforcer la résilience des infrastructures des pays africains contre les risques climatiques, l'Africa Finance Corporation (AFC) lance une branche de gestion d'actifs indépendante dénommée "Fonds des Infrastructures pour la Résilience Climatique", gérée par AFC Capital Partners.

● Eyram AKAKPO

Dans le cadre de sa mission, AFC Capital Partners prévoit de lever 500 millions de dollars au cours des 12 prochains mois et 2 milliards de dollars dans les trois années à venir. L'ICRF agira à la fois en tant qu'investisseur direct et en tant que fonds de co-investissement pour améliorer la qualité des ports africains, des routes, des ponts, des voies ferrées, des télécommunications, de l'énergie propre et de la logistique face à la hausse des températures et du niveau de la mer en raison du changement climatique. « AFC Capital Partners renforcera notre capacité pour assurer des solutions d'infrastructure intégrées qui s'avèrent essentielles au développement de l'Afrique dans l'ère post-Covid », a indiqué Samaila Zubairu, Président et Directeur Général de l'AFC, qui précise que l'Infrastructure Climate Resilient Fund leur permettra de soutenir l'adaptation au climat ainsi que des projets qui réduisent les émissions de carbone et catalysent le continent pour parvenir à mieux se reconstruire, avec des infrastructures durables et plus résistantes au climat. Le continent africain qui a le moins contribué au changement climatique en est le plus exposé en raison du genre de logements, des transports, des structures industrielles et énergétiques qui sont mal équipées pour résister aux tempêtes, inondations, sécheresses, incendies de forêt et autres dangers liés aux conditions météorologiques extrêmes. Selon le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques des catastrophes, sans intervention urgente, le coût des dommages structurels causés par les catastrophes naturelles passera à 415 milliards de dollars par



an d'ici 2030, par rapport à 250 à 300 milliards de dollars actuellement. Les dommages causés aux voies ferrées, aux routes, aux ponts, aux ports maritimes et aux réseaux électriques s'ajoutent au déficit d'infrastructure actuel qui s'élève à 130 à 170 milliards de dollars par an. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a estimé que des infrastructures d'une valeur totale de 2,3 milliards de dollars sont nécessaires pour l'Afrique. AFC Capital Partners constitue un élément central de la stratégie quinquennale adoptée par la Corporation, définie en 2018, visant à élargir sa gamme de solutions de financement pragmatiques et innovantes, en mettant l'accent sur la mobilisation des capitaux pour favoriser le développement d'infrastructures résilientes face au changement climatique. Le mandat d'AFC Capital Partners est aligné avec celui d'AFC concer-

nant l'offre des opportunités d'investissement attrayantes à la communauté mondiale du financement du développement et des investisseurs commerciaux, qui recherche des rendements à long terme grâce à des structures qui protègent les infrastructures construites en Afrique contre les risques climatiques. Le fonds nouvellement créé, établi à l'île Maurice, utilisera des structures traditionnelles de financement de projets et de capital-investissement, soutenues par un mélange de financement concessionnel, de subventions et de fonds à conditions favorables. « Notre objectif consiste à rester fidèle au antécédents, aux compétences et à l'intérêt des investisseurs d'AFC sans compromettre la capacité de fournir des sorties opportunes et une entrée transparente de nouveaux investisseurs sur le principe de pleine concurrence », a conclu Ayaan, PDG d'AFC Capital Partners.



AUX DECIDEURS...

Bonne nouvelle pour les politiques

La chute du rapport Doing Business de la Banque mondiale reflète les limites de l'application de classements standardisés pour mesurer la performance économique des pays. Conséquence, l'on pourrait retrouver à court moyen terme, une meilleure indication du climat des affaires qui repose beaucoup plus sur divers ensembles de données et non sur quelques mesures quantifiables et ajustables.

Pour rappel, en août dernier, la Banque mondiale a annoncé la suspension de son rapport « Doing Business » en citant un « certain nombre d'irrégularités » comme principale raison. Ceci, après 17 années d'existence.

Dès le début, le rapport visait à offrir un cadre simple pour stimuler les performances économiques et mener des réformes pour booster le climat des affaires. Ainsi, il a classé 190 pays sur la base d'indicateurs tels que « les réglementations commerciales, les droits de propriété, l'exécution des contrats, les lois sur l'investissement, la disponibilité du crédit et un certain nombre d'autres facteurs ».

En 2018, Paul Romer, économiste en chef de la Banque mondiale, a démissionné après avoir remis en question les modifications apportées à l'ordre du Chili dans le rapport Doing Business.

Mais il est peu probable que des causes politiques cachées soient les principales raisons de la suspension actuelle. Ce n'est pas vraiment un secret que la Banque mondiale privilégie le modèle de croissance économique néolibéral et que l'approche libertaire est plutôt la méthodologie qui suscite des inquiétudes.

Bien que la méthodologie ait été utilisée dans le monde entier, elle a eu tendance à réduire la complexité de l'activité économique à quelques mesures quantifiables, ce qui a laissé une place importante au jeu du système, en permettant à de nombreux gouvernements d'introduire simplement des changements cosmétiques qui amélioreront leur place dans le classement sans réformer correctement l'environnement des affaires.

En août, les données de la Chine, de l'Azerbaïdjan, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite se sont avérées avoir été délibérément modifiées, selon le Wall Street Journal. L'information est apparue comme un coup dur pour le rapport et a poussé les dirigeants de la Banque mondiale à le suspendre indéfiniment. Ainsi, la publication s'est avérée être la dernière goutte de plusieurs autres préoccupations concernant la crédibilité de l'approche standardisée.

Un autre problème est que la méthodologie utilisée pour créer une incitation à poursuivre des politiques économiques qui ne sont pas toujours appropriées dans tous les cas. Mais alors que de nombreux pays en développement s'efforçaient d'améliorer leur position, certains gouvernements ont subi des pressions pour faire adopter des réformes de la réglementation des affaires et des règles de propriété foncière qui ne sont pas correctement conçues.

Le « projet de loi Omnibus » controversé de l'Indonésie sur la création d'emplois contenait un certain nombre de réformes favorables au marché qui ont suivi la voie de la Banque mondiale et auraient probablement pu propulser la position du pays dans le rapport. Néanmoins, le paquet a été fermement condamné par les syndicats et les groupes de la société civile, qui prétendent qu'il favorise les grandes entreprises au détriment des travailleurs et des droits humains.

Il n'est pas clair si nous assisterons au retour du rapport ou s'appuiera-t-il sur des méthodologies différentes. Mais il est clair que la chute a projeté les erreurs de s'appuyer sur une poignée de métriques quantifiables et ajustables afin d'évaluer la complexité des différents modèles économiques.

La fin du rapport « Doing Business » laisse espérer que dans un avenir proche, nous pourrions assister à une approche plus holistique qui englobera un plus grand nombre de nuances et d'autres facteurs localisés. Cela est susceptible de donner aux décideurs politiques plus d'autonomie pour introduire des mesures pour répondre aux besoins des entreprises sur le terrain et non pour satisfaire des améliorations motivées par la politique qui ne se produisent pas réellement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Indice mondial de l'innovation 2021

Le Togo parmi les dix derniers

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a publié, lundi 20 septembre, l'Indice mondial de l'innovation 2021. Et le Togo fait partie des nations les moins innovantes en se classant 125^{ème} sur 132 pays pris en compte par l'agence onusienne spécialisée dans la propriété intellectuelle, qui mesure essentiellement deux éléments de l'économie : les institutions et les infrastructures favorisant les activités innovantes et les résultats des activités d'innovation dans l'économie.

• Joël YANCLO

L'Indice mondial de l'innovation 2021 classe le Togo parmi les dix derniers. Preuve que la propriété intellectuelle a encore du chemin à faire dans ce pays. La gestion des questions de la PI a évolué ces dernières années au Togo. Cette évolution constitue un acquis. Il devient important de capitaliser sur l'identification des besoins prioritaires du Togo. Aussi, le Togo a bénéficié des appuis technique et financier des partenaires au développement pour la réalisation de la réactualisation de son cadre législatif et réglementaire du système de la propriété intellectuelle afin de l'adapter au contexte actuel. Publié par l'OMPI en partenariat avec l'Institut Portulans et des partenaires privés tels que la Confédération nationale de l'industrie brésilienne (CNI), la Confédération des industries indiennes (CII), Ecopetrol (Colombie) et l'Assemblée des exportateurs turcs (TIM). Dans de nombreuses régions du monde, les pouvoirs publics et les entreprises ont intensifié leurs investissements dans l'innovation face aux ravages humains et économiques de la pandémie de COVID-19, comme il ressort de l'Indice mondial de l'innovation 2021,

qui fait apparaître une prise de conscience croissante de l'importance des nouvelles idées pour venir à bout de la pandémie et assurer la croissance économique une fois celle-ci terminée. Les résultats scientifiques, les dépenses affectées à la recherche-développement (R-D), les demandes de titres de propriété intellectuelle et les opérations de capital-risque ont continué à progresser en 2020, dépassant même les niveaux déjà élevés enregistrés avant la crise. Fait notable, les dépenses de recherche-développement ont mieux résisté durant le ralentissement de l'économie lié à la pandémie que lors d'autres crises. Cependant, les effets de la crise ont été très inégaux suivant les secteurs, comme le montre un nouvel instrument de l'Indice mondial de l'innovation, le tableau de suivi de l'innovation mondiale. Les entreprises qui produisent des logiciels, des technologies de l'Internet et des outils de communication, du matériel informatique et électrique ou des produits pharmaceutiques ou biotechnologiques ont augmenté leurs investissements dans l'innovation et renforcé leurs activités de recherche-développement. Inversement, les entreprises des secteurs durement touchés par les mesures de lutte



contre la pandémie – à savoir les transports et les voyages – ont réduit leurs dépenses d'innovation, comme le montre le tableau de suivi. Les avancées réalisées dans les technologies de pointe sont très prometteuses, le meilleur exemple étant la rapidité avec laquelle les vaccins contre la COVID-19 ont été mis au point.

La numérisation, la technologie et l'innovation ont résisté face au Covid-19

« L'Indice mondial de l'innovation de cette année fait apparaître que malgré les effets

considérables de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie et les moyens de subsistance, nombre de secteurs ont remarquablement bien résisté – en particulier ceux qui ont misé sur la numérisation, la technologie et l'innovation », comme l'affirme le Directeur général de l'OMPI, Daren Tang. « Alors que le monde entier cherche à se relever de la pandémie, nous savons que l'innovation est indispensable pour surmonter les difficultés auxquelles nous sommes tous confrontés et construire un avenir meilleur. L'Indice mondial de l'innovation est un outil exceptionnel

pour aider les responsables politiques et les entreprises à concevoir des plans de nature à nous permettre de ressortir plus forts de la pandémie », poursuit-il. Il ressort du classement annuel des économies mondiales en fonction de leurs capacités et de leurs résultats en matière d'innovation que seules quelques économies, principalement à revenu élevé, figurent invariablement aux premiers rangs. Néanmoins, certaines économies à revenu intermédiaire, à savoir la Chine, la Turquie, le Viet Nam,

l'Inde et les Philippines, sont en train de les rattraper et de modifier le paysage de l'innovation. La Suisse, la Suède, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni se maintiennent en haut du classement de l'innovation, dans les cinq premiers rangs, comme c'est déjà le cas depuis trois ans. La République de Corée fait cette année son entrée parmi les cinq premières économies d'innovation, cependant que quatre autres économies asiatiques, à savoir Singapour (8), la Chine (12), le Japon (13) et Hong Kong, Chine (14), intègrent les 15 premiers rangs.



Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Relance post-covid-19

Le Togo plaide pour la mobilisation accrue des ressources

La ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson a présenté la situation économique du Togo, marquée par la crise sanitaire et les mécanismes mis en place pour la relance effective de l'économie nationale post-Covid-19, le vendredi 17 Septembre 2021. C'était au cours d'une réunion ministérielle des pays les moins avancés (PMA) consacrée aux défis de développement dans ces Etats, tenue en visioconférence.

• Bernard AFAWOUBO

Les pays les moins avancés (PMA) ont tenu une réunion ministérielle en mode virtuel, le vendredi 17 Septembre 2021, consacrée aux défis de développement dans ces Etats. Le Togo a été représenté par la ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson. Au cours de cette réunion, Sandra Ablamba Johnson a livré un important message dans sa déclaration. « Le Togo, à l'instar des autres pays du monde, est affecté par la pandémie au coronavirus qui a eu un impact considérable sur la vie des populations sur les plans économique, social et sanitaire. La crise du Covid-19 a été inédite dans son ampleur et dans sa soudaineté. Elle a occasionné des pertes estimées à presque 4 points de pourcentage du PIB » a-t-elle indiqué dans sa déclaration. Entre 2010 et



• La ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson

2019, le Togo a connu une croissance moyenne supérieure à 5%, cette croissance, bien que restée positive en 2020 se chiffre à 1,8%. Le gouvernement togolais sur les orientations du Président de la République a réajusté sa stratégie développement à travers l'adoption d'une feuille de route pour la période 2020-2025, ceci pour amorcer la reprise graduelle de l'économie nationale. L'objectif étant de « faire du Togo un pays de cohésion et

de paix, et une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable ». La ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson a rappelé au cours de la réunion, les initiatives implémentées au Togo à travers la stratégie des 3R (Riposte-Résilience-Relance) pour contenir la maladie, assurer la croissance et atteindre les prévisions de croissance estimées à 4,8% pour l'année

2021. Face à l'incertitude qui entoure les perspectives économiques à court et moyen termes avec l'apparition de nouveaux variants et la nouvelle vague de contamination, la ministre Sandra Ablamba Johnson a partagé avec les parties prenantes les nouvelles initiatives du Chef de l'Etat pour lutter efficacement contre le fléau et garder le cap de la croissance. Le Togo a privilégié la voie de l'investissement dans les secteurs à fort potentiel économique et à fort impact sur le bien-être de la population. En témoignent l'opérationnalisation de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) ainsi que la récente mise en service des centrales thermique de Lomé et photovoltaïque de Blitta. Cette dynamique est soutenue par de nouvelles mesures sanitaires et sociales concrètes notamment l'intensification de la campagne de vaccination de masse, la gratuité des frais de scolarité et d'inscription dans les établissements publics

d'enseignement secondaire, la gratuité des tranches sociales d'eau et d'électricité pour le mois d'août ainsi que le programme d'accompagnement des femmes enceintes et nouveau-nés, Wezou. La crise sanitaire a réduit de manière drastique les flux de financement dans les Pays les moins avancés (PMA), compromettant ainsi la trajectoire d'émergence de leur économie ainsi que leur engagement à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Le Togo sollicite l'appui des partenaires et institutions financières

Pour renverser la tendance, Madame Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République a plaidé au nom du Chef de l'Etat, pour une mobilisation accrue des ressources en vue d'une riposte efficace contre la pandémie et la relance effective des éco-

nomies africaines post-Covid-19. « C'est le lieu de solliciter une fois encore l'appui des Nations Unies pour la mobilisation des partenaires internationaux et des institutions financières à travers la réallocation des Droits de tirage spéciaux (DTS) pour soutenir la relance des économies africaines et l'accès universel aux vaccins ». Elle a, pour terminer, réitéré les sincères remerciements du gouvernement togolais à tous les partenaires techniques et financiers qui œuvrent pour l'émergence des Pays les moins avancés (PMA). La déclaration du Togo au cours de cette réunion a bénéficié d'une attention particulière des parties prenantes qui ont félicité notre pays pour l'efficacité de la gestion de la crise sanitaire et apprécié positivement la pertinence de la vision de développement du Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé.

Corridor Abidjan – Lagos

Lomé a abrité une réunion sur la facilitation du commerce

Une réunion de haut niveau déclinée en deux grandes rencontres s'est déroulée du 16 au 17 septembre 2021 à Lomé. Elle a réuni les ministres du commerce, des fonctionnaires des douanes, le Secteur Privé ainsi que les institutions financières des pays du corridor Abidjan – Lagos.

• Joël YANCLLO

Les retards accusés dans la livraison des marchandises le long des corridors de transport affectent négativement le monde des affaires et constituent des défis majeurs à relever à tout prix. Cette situation a engendré l'émergence de la facilitation des échanges au niveau mondial. Sur le continent africain, avec l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) le 1er janvier 2021 et l'opérationnalisation des annexes sur la facilitation des échanges, la coopération douanière et le transit, le Secrétariat de la ZLECAF, cherche à coor-

donner les institutions de facilitation du commerce des Etats membres de l'Union Africaine (UA) pour développer des interventions, les buts et les objectifs souhaités de l'accord. Cette réunion de Lomé avait pour objectifs d'identifier les problèmes et défis contemporains auxquels sont confrontés les commerçants et autres parties prenantes le long du corridor Abidjan-Lagos ; de développer et convertir des mesures pour réduire les barrières commerciales du corridor et ainsi renforcer le commerce régional et promouvoir l'intégration continentale ; d'introduire des interventions qui favoriseraient des facilitations du commerce le

long du corridor et renforceraient les interventions existantes ; de proposer un corridor commercial dédié à la ZLECAF comprenant des points focaux de chacun des Etats membres du corridor ; d'attirer des investissements dans les infrastructures le long du corridor grâce à la collaboration entre le secteur public et le secteur privé. La première rencontre qui a eu lieu le 16 septembre 2021 a regroupé les experts et a eu pour but d'identifier les mesures et les interventions qui amélioreraient et faciliteraient le libre-échange transfrontalier de la ZLECAF le long du corridor Abidjan-Lagos. La seconde rencontre, tenue



• Les officiels à l'ouverture des travaux

le 17 septembre 2021 a connu la participation des ministres du commerce du corridor Abidjan – Lagos et a eu pour objectif de prendre les décisions idoines sur les voies et moyens à mettre en œuvre en vue de la réussite de ce projet. Le corridor transporte environ 44 millions de personnes et 130 millions de tonnes de marchandises chaque année. Après la signature des pro-

chains accords sur la facilitation des commerces sur le corridor Abidjan-Lagos, en moins de 5 ans, la population en transit devrait s'élever à plus de 45 millions. Les projections pour 2040 sont de plus de 65 millions de personnes. Ce corridor contribuera de manière décisive à étendre les buts et objectifs de la ZLECAF en fournissant non seulement un cadre pour

répondre aux besoins socio-économiques mais aussi en créant des activités socio-économiques et en promouvant le commerce transfrontalier. Il est également prévu qu'il catalysera et améliorera les interconnexions avec d'autres corridors de transport sur l'axe nord-sud reliant les pays enclavés tels que le Burkina-Faso, le Mali, le Niger, ainsi qu'à l'Ouest reliant le Liberia et la Sierra-Léone. La facilitation des échanges pourrait augmenter les flux commerciaux avec un bénéfice estimé à 250 milliards de dollars sur 15 ans selon un rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Commercialisation du soja

Les acteurs invités au respect des dispositions réglementaires

Dans le cadre de la commercialisation du soja au titre de la campagne 2021-2022 au Togo, les ministres chargés du Commerce et de l'Agriculture convient les acteurs de la filière au respect des dispositions réglementaires. Les précisions dans ce communiqué

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

COPIE

COMMUNIQUE CONJOINT RELATIF A LA COMMERCIALISATION DU SOJA AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2021-2022 AU TOGO

Le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale

ET

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural

Communiquent :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale de la vision Togo 2025, des dispositions sont prises pour améliorer les performances des filières agricoles notamment celle du soja.

Il s'agit notamment des arrêtés interministériels N°111/19/MCIDSPCL/MAPAH portant réglementation de la commercialisation du soja graine et de ses produits dérivés au Togo et N°112/19/MCIDSPCL/MAPAH portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité de coordination de la filière soja au Togo.

Pour la campagne de commercialisation 2021-2022, de nouvelles innovations consensuelles discutées entre les acteurs de la filière seront mises en œuvre à différents niveaux. Il s'agit notamment du développement de l'application de suivi des cargaisons de soja et la mise en place de postes de contrôle au niveau du pont de Djéréhoué et de la douane de Lilikopé.

En outre, tous les acteurs de la filière soja sont informés que l'exercice de la profession d'acheteur ou d'exportateur de soja (conventionnel et biologique) et ses produits dérivés est subordonné à l'obtention d'un agrément délivré par le **Secrétariat exécutif du Comité de coordination de la filière soja (SE-CCFS)**.

Les dossiers de demande d'agrément sont déposés au siège du Conseil interprofessionnel de la filière soja au Togo (CIFS-TOGO) pour transmission au CCFS.

Par conséquent, tous les acteurs sont conviés au respect des dispositions réglementaires et à notifier au SE-CCFS, tout obstacle qui pourrait survenir au cours du processus d'obtention des agréments ou dans l'exercice de leurs activités.

Pour toute information complémentaire, prière de contacter le **Secrétariat exécutif du Comité de coordination de la filière soja (SE-CCFS)** au Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale au Tél : (+228) 22 22 56 12, courriel : se.ccfstogo@gmail.com.

Pour les informations spécifiques au **Conseil interprofessionnel de la filière soja au Togo (CIFS-TOGO)**, veuillez contacter le (+228) 91 11 44 40 ou par courriel au cifstogo@gmail.com.

Fait à Lomé, le 20 SEPT 2021

Le Ministre de l'agriculture, de l'élevage
et du développement rural


Antoine Lekpa GBEGBENI

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et de la consommation locale


Leandry Adjo BLEDZE

Africa Investment Forum

3ème Market Days à Abidjan

Africa Investment Forum accueillera les troisièmes Market Days à Abidjan, du 1er au 3 décembre 2021.

● Nicole ESSO

L'Africa Investment Forum tiendra ses journées de marché 2021 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 1er au 3 décembre 2021. Le rassemblement annuel d'affaires présentera des opportunités d'investissement transformatrices à travers le continent africain, dont beaucoup ont le potentiel de stimuler l'Afrique rétablissement après la pandémie de Covid-19. Les participants invités à cette troisième édition, y compris les investisseurs, les porteurs de projets et les décideurs, se verront présenter un pipeline de transactions prêtes à être investies. Les Market Days 2021 se tiendront dans un format hybride. Il y aura des sessions en salle de réunion, où les accords seront conclus entre les personnes physiquement présentes, tandis que les autres participants participeront virtuellement. Les discussions lors des Market Days 2021 porteront sur de nombreux secteurs différents, notamment : l'agriculture et l'agro-industrie ; énergie et climat ; santé ; TIC et télécommunications ; et l'industrialisation et le commerce. Ce sont tous des secteurs prioritaires dans le cadre de l'initiative



Réponse unifiée au Covid-19 du Forum africain d'investissement, lancée en 2020. Les séances du conseil d'administration, au cours desquelles les accords sont finalisés, présenteront des projets qui : sont dirigés par des femmes ; sont dans les industries créatives de l'Afrique ; et promouvoir la durabilité financière, économique et sociale. « Nous sommes impatients d'accueillir des investisseurs qui se joindront à nous à Abidjan – et pratiquement partout dans le monde – pour franchir une nouvelle étape dans la croissance de l'Afrique », a déclaré le Dr Akinwumi A. Adesina, président de la Banque africaine de développement. « Pour atteindre cette croissance, cependant, et pour rebondir aux niveaux d'avant la pandémie, l'Afrique aura besoin d'un soutien financier important. Par exemple. L'ensemble de l'Afrique subsaharienne aura besoin de 425 milliards de

dollars de financement brut supplémentaire d'ici 2030 », a-t-il ajouté.

À propos du Forum africain de l'investissement

L'Africa Investment Forum est une plate-forme multipartite et multidisciplinaire qui fait avancer les projets de partenariat privé et public-privé vers la bancabilité, mobilise des capitaux et accélère les transactions jusqu'à la clôture financière. Initiative phare de la Banque africaine de développement, le Forum a été lancé en 2018 avec sept autres partenaires fondateurs : Africa 50 ; la Société financière africaine ; la Banque africaine d'import-export ; la Banque de développement de l'Afrique australe ; la Banque de commerce et de développement ; la Banque européenne d'investissement ; et la Banque islamique de développement.

Evènement

Report à septembre 2022 de la Semaine de la mobilité durable et du climat

En raison de la situation sanitaire instable, liée au Corona virus qui sévit dans le monde, la Semaine de la mobilité durable et du climat, initialement prévue du 13 au 17 septembre 2021 à Dakar, est reportée en 2022.

En amont à la conférence de Glasgow sur les changements climatiques (COP26), prévue du 1er au 12 novembre 2021, la Semaine de la mobilité durable et du Climat (SMDC2021), qui devait se tenir ce mois-ci, est reportée au mois de septembre 2022. D'après les organisateurs le variant Covid instable ne permet pas de garantir la sécurité des participants. La Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains (Codatu), Conseil exécutif des transports urbains de Dakar (Cetud) et l'organisation Climate Chance ont décidé de mettre sur pied un programme virtuel qui permettra aux professionnels d'échanger en ligne, en organisant une plénière en ouverture du 3e Sommet Climate Chance Afrique. Plusieurs événements majeurs et autres temps forts sont attendus, notamment : dix ateliers et



focus couvrant l'ensemble des enjeux clés de l'action climat, deux séances plénières, deux points d'étape sur l'avancement d'initiatives majeures en cours en Afrique, 70 projets et bonnes pratiques d'acteurs de terrain, présentés lors de pitch corners et une journée pour la Convention des maires en Afrique subsaharienne (CoM SSA).

Les perspectives de la SMDC2022

Il s'agira d'une rencontre entre les acteurs africains du changement climatique et de la mobilité durable. Durant cette semaine le Sommet Climate Chance Africa sera

organisé en distanciel. Il a pour objectif de rassembler la plus grande communauté d'acteurs non-étatiques en Afrique : autorités locales, entreprises, ONG, syndicats, mouvements de jeunesse, peuples autochtones, organisations de femmes, scientifiques, les représentants du monde agricole. Des organismes qui s'engagent dans la lutte contre le changement climatique en relation avec les autorités nationales. Le but est de mettre sur pieds des propositions concrètes sur les enjeux cruciaux du climat, en particulier en milieu urbain. Selon Climate Chance, près de 20 % des gaz à effet de serre (GAS) proviennent des activités motorisées en Afrique. Ce constat devrait permettre de comprendre la nécessité de mettre plus de moyens afin de réduire notre empreinte carbone.

Avec afrik21

Sénégal

Les exportations baissent de 4,1% en juillet

Les exportations du Sénégal ont enregistré une baisse de 4,1% au mois de juillet 2021 compare au mois précédent, ont annoncé les dirigeants de l'Agence Nationale de la statistique et de la Démographie (ANSD) basée à Dakar.

Ces exportations sont en effet ressorties à 224,8 milliards de FCFA contre 234,4 milliards de FCFA au mois de juin 2021, soit un repli de 9,6 milliards de FCFA. « Ce fléchissement est essentiellement expliqué par celui des expéditions de poissons frais de mer (-37,9%), du ciment hydraulique (-30,8%) et du zirconium (-18,9%) », explique l'ANSD. Toutefois, elle ajoute que l'augmentation des exportations de d'acide phosphorique (+69,2%) a atténué cette tendance baissière. Comparées au mois de juillet 2020, les ventes extérieures du Sénégal se sont relevées de 19,3%. Leur cumul à fin juillet 2021 s'est établi à 1603,8 milliards de FCFA contre 1399,1 milliards de FCFA pour la même période de 2020, soit une hausse de 14,6%. Les principaux produits exportés par le Sénégal, au cours du mois de juillet 2021, sont l'or non monétaire (45,2 milliards de FCFA), l'acide phosphorique (34,7 milliards de FCFA), les produits pétroliers (24,0 milliards de FCFA), les poissons frais de mer (14,5 milliards de FCFA) et le titane (10,8 milliards de FCFA). Les principaux clients du Sénégal sont l'Inde (18,9%), la Suisse (16,9%), le Mali (15,8%), l'Australie (3,5%) et la Chine (3,5%). Concernant les importations du mois de juillet 2021, elles sont évaluées par l'ANSD à 419,9 milliards de FCFA contre 493,3 milliards de FCFA au mois précédent, soit une diminution de 14,9%. Cette baisse est expliquée par celle



des achats à l'extérieur des autres machines et appareils (-49,2%), des automobiles et cars (-54,4%) et des produits pharmaceutiques (-22,2%). Par ailleurs, souligne l'ANSD, l'absence d'importations d'huile brute de pétrole, au cours du mois sous revue, après les achats à l'extérieur d'huile brute de pétrole d'un montant de 35,3 milliards de FCFA, au mois précédent, a renforcé ce recul. « Toutefois, cette contraction des importations a été limitée par le relèvement de celles du riz (+37,3%) et des produits pétroliers finis (+20,7%) » avance l'ANSD. Comparées au mois de juillet 2020, les importations se sont accrues de 19,7%. Leur cumul à fin juillet 2021 s'est établi à 2840,0 milliards de FCFA contre 2679,1 milliards de FCFA pour la même période de 2020, soit une hausse de 6,0%. Les principaux produits importés, au cours de la période sous revue, sont les produits pétroliers finis (90,9 milliards de FCFA), les métaux communs (29,6 milliards de FCFA), les autres machines et appareils (28,1 milliards de FCFA), le riz (22,7 milliards de FCFA) et

les produits pharmaceutiques (17,2 milliards de FCFA). Les principaux fournisseurs du Sénégal ont été la France (12,0%), la Russie (10,1%), la Chine (9,7%), l'Inde (6,9%) et la Belgique-Luxembourg (5,4%). Le solde commercial s'est établi à -195,2 milliards de FCFA, au mois de juillet 2021, contre -258,9 milliards de FCFA au mois précédent. Cette amélioration du solde est expliquée par la réduction du déficit vis-à-vis de la France (-45,2 milliards de FCFA contre -50,2 milliards de FCFA au mois de juin 2021), des Pays Bas (-5,5 milliards de FCFA contre -29,7 milliards de FCFA au mois précédent) et de la Turquie (-10,6 milliards de FCFA contre -29,7 milliards de FCFA au mois de juin 2021). Cependant, le solde commercial vis-à-vis de l'Inde a été déficitaire durant le mois sous-revue (-2,2 milliards de FCFA contre +0,1 milliard de FCFA au mois précédent). Le solde commercial global sur les sept premiers mois de l'année s'est amélioré pour s'établir à -1236,2 milliards de FCFA contre -1280,0 milliards de FCFA pour la même période en 2020.

Avec financialafrik.com

Abidjan-San Pedro

550 millions \$ pour restaurer la route côtière

La route Abidjan-San Pedro appelée la « Côte » souffre de dégradation depuis plusieurs années. Ce week-end, le premier ministre ivoirien, Patrick Achi, a lancé les travaux devant permettre sa réfection, et a annoncé la fin des travaux, d'ici 15 mois

Le gouvernement ivoirien va déboursier 308 milliards de francs CFA, soit 550 millions \$, pour réhabiliter la route reliant Abidjan à San Pedro, appelée « la Côte ». L'annonce a été faite le samedi 18 septembre par le Premier ministre, Patrick Achi, lors du lancement des travaux. « La Côte » qui relie les deux villes portuaires du pays souffre depuis plusieurs années de dégradation avancée. L'état de cette route a un impact négatif non seulement sur l'économie, le tourisme et le sport, mais également sur l'intégration sous-régionale. En effet, elle

constitue « un maillon du réseau routier communautaire à travers la Transcôte qui part de Dakar au Sénégal à la frontière du Nigeria ». Selon le Premier ministre ivoirien, la réfection de cet axe routier soulagera les populations qui profiteront de « l'amélioration et la densification du réseau routier revêtu, la réduction du coût et du temps de déplacement des personnes et des biens, la réduction du nombre d'accidents à travers une meilleure sécurité routière, la création d'emplois au profit des jeunes de la région ». Notons que les travaux seront répartis sur trois tronçons à savoir : Songon

- Dabou - Grand-Lahou (93 Km) ; Grand-Lahou - Fresco (80 Km) et Fresco - Sassandra - San Pedro - Grand-Béréby (180,5 Km). « En outre, les localités traversées bénéficieront d'un linéaire de voirie de 72 Km, dont 25 Km dans la ville de San Pedro », ont ajouté les autorités. La fin des travaux est prévue pour décembre 2022, peu avant le lancement de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, dont les deux villes (Abidjan et San Pedro) accueilleront des équipes et des rencontres sportives.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	141,08
Variation Jour	0,43 %
Variation annuelle	7,79 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

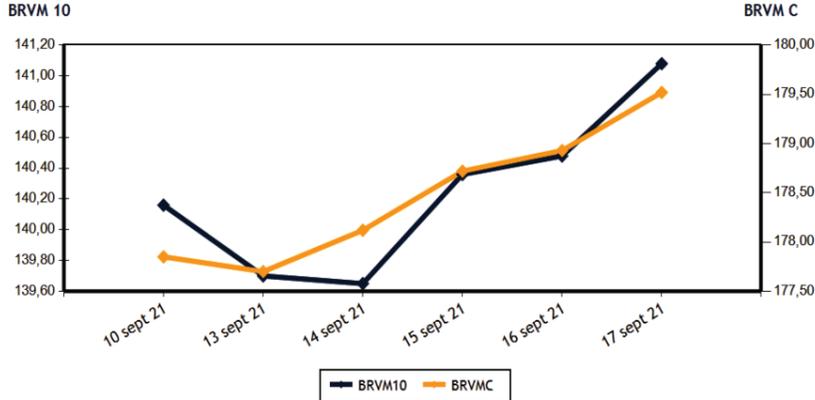
N° 180

vendredi 17 septembre 2021

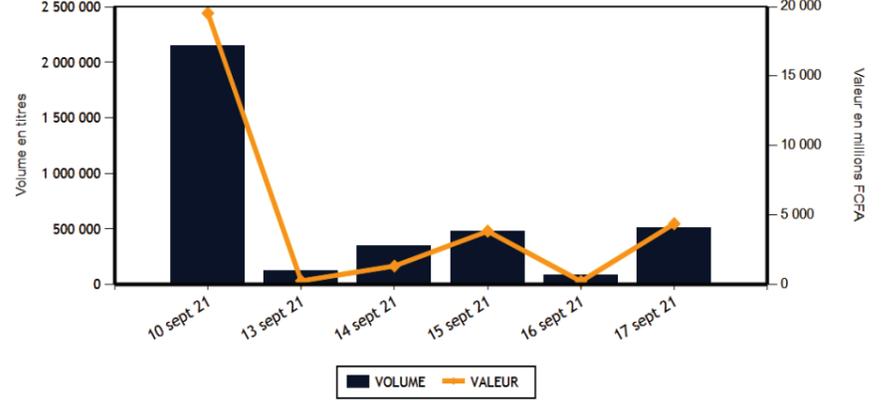
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	179,52
Variation Jour	0,33 %
Variation annuelle	23,49 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 402 539 525 386	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	94 421	13,70 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	195 736 267	-12,26 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	10	-37,50 %
Nombre de titres en baisse	15	15,38 %
Nombre de titres inchangés	15	15,38 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 090 983 963 803	-0,07 %
Volume échangé	415 428	64 608,41 %
Valeur transigée (FCFA)	4 179 495 470	64 495,08 %
Nombre de titres transigés	6	-14,29 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 975	4,22 %	22,67 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 490	2,05 %	28,29 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 100	2,00 %	36,00 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	9 665	1,79 %	19,39 %
TOTAL SN (TTLS)	1 750	1,74 %	-2,78 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	650	-3,70 %	132,14 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 450	-3,01 %	16,94 %
SODE CI (SDCC)	4 200	-2,33 %	40,47 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	675	-2,17 %	237,50 %
BOLLORE (SDSC)	2 145	-2,05 %	38,39 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	84,61	0,05 %	133,41 %	14 159	32 524 995	20,70
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	441,72	0,50 %	7,61 %	8 731	39 421 530	7,80
BRVM - FINANCES	15	67,57	0,39 %	12,64 %	55 701	99 958 252	14,26
BRVM - TRANSPORT	2	520,70	-2,02 %	37,50 %	1 231	2 526 465	8,68
BRVM - AGRICULTURE	5	199,04	0,48 %	130,00 %	1 772	5 601 595	12,95
BRVM - DISTRIBUTION	7	336,46	0,23 %	48,59 %	12 120	15 212 065	20,98
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	857,55	0,00 %	148,21 %	707	491 365	4,03
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,88	
Taux de rendement moyen du marché	6,59	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,43	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	261 567,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 557 141 060,72	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,28	
Ratio moyen de satisfaction	51,87	
Ratio moyen de tendance	1 579,35	
Ratio moyen de couverture	6,33	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,52	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Bénin Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin C.I. BP 2865 Cotonou Tél. : (229) 21 31 21 28 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 102 Ouagadougou 01 Tél. : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma 01 BP 3802 Abidjan 01 Tél. : (225) 20 31 55 50 Fax : (225) 20 32 47 77	 GAMBIE Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Qualité (CCIA) Avenue Pêcheurs Ndiaye CP de Serekunda Tél. : (244) 330 18 22 Fax : (244) 330 18 02	 MALI Immeuble SONAVEL AC 2000 Handiraya B.P. E. 1366 - Bamako Tél. : (223) 44 90 18 18 Fax : (223) 44 90 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture du Niger, Place de la concorde BP 13 200 Niamey Tél. : (227) 20 73 88 22 Fax : (227) 20 73 88 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mermel BP: 6906 Dakar - Plateau Tél. : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 681, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble SGI Togo BP : 5062 Lomé Tél. : (228) 22 41 23 16 Fax : (228) 22 38 23 41
---	--	---	---	--	---	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél. : +225 20 32 66 85 / 86 Fax : +225 20 32 66 84 Mail : brvm@brvm.org Site Web : www.brvm.org

Diplomatie

La directrice du FMI accusée de pressions en faveur de la Chine

Kristalina Georgieva aurait fait pression, lorsqu'elle était en poste à la Banque mondiale, pour modifier un rapport afin de ménager Pékin.

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, était sous le feu des critiques jeudi, mise en cause pour avoir, alors qu'elle était en poste à la Banque mondiale, fait pression pour modifier un rapport afin de ménager la Chine, ce qu'elle dément. Kristalina Georgieva s'est dite «en désaccord» avec les conclusions de cette investigation, dont les auteurs ont interrogé plusieurs dizaines d'employés, actuels et anciens, et passé au crible 80'000 documents. Face à ces révélations, la Banque mondiale a annoncé qu'elle arrêterait la publication de son rapport annuel «Doing Business» – c'est celui pour 2018 qui est ici incriminé. Elle a dit travailler sur une «nouvelle approche pour évaluer le climat des affaires et des investissements». La Chine avait, en 2017, assez peu apprécié sa 78e place dans le rapport «Doing Business» de la Banque. Pour lui éviter de dégringoler encore dans le classement de l'année suivante, et obtenir sa signature dans des négociations sensibles, l'institution basée à Washington a employé les grands moyens, selon une enquête du cabinet d'avocats WilmerHale, demandée par le comité d'éthique de la Banque mondiale.

«Pressions – directes et indirectes»

Il en ressort que des «pressions – directes et indirectes» ont été exercées par de hauts responsables du bureau du président Jim Yong-kim – «vraisemblablement à la demande» de ce dernier – pour modifier le classement de la Chine. Et peu avant la publication de l'édition 2018, Kristalina Georgieva, à l'époque directrice générale de la Banque mondiale, a selon l'enquête demandé l'adaptation de la méthodologie et la modification des critères. Kristalina Georgieva aurait réprimandé un haut responsable de l'institution pour «avoir mal géré les relations de la Banque avec la Chine et ne pas avoir apprécié l'importance du rapport Doing Business pour le pays», selon l'enquête. Sous la pression, ses équipes auraient alors modifié certaines données, et permis à la Chine de conserver sa 78e place



• Kristalina Georgieva le 18 mai 2021, à Paris. AFP

au lieu de chuter à la 85e. Le responsable initialement réprimandé, lui, a été félicité pour avoir «fait sa part du travail pour le multilatéralisme».

«Politiques destructrices»

«Le rapport parle de lui-même», s'est borné à réagir un porte-parole de la Banque. Kristalina Georgieva, qui a pris la tête du FMI en octobre 2019, a dit jeudi être «foncièrement en désaccord avec les conclusions et les interprétations» de cette enquête «en ce qui concerne (son) rôle dans le rapport» de 2018. «J'ai d'ores et déjà tenu une réunion avec le conseil d'administration du FMI sur ce sujet», a-t-elle ajouté dans cette déclaration transmise à l'AFP. L'arrêt du rapport «Doing Business» a été salué par Nadia Daar, responsable d'Oxfam International à Washington, estimant que ce classement «encourage(ait) les gouvernements à adopter des politiques destructrices qui aggravent les inégalités». Le Trésor américain a lui indiqué analyser le rapport, évoquant des «conclusions préoccupantes». «Notre responsabilité première est de préserver l'intégrité des institutions financières internationales», a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué. Les changements dans la méthodologie du classement avaient, en janvier 2018, poussé à la démission l'ancien chef économiste de la Banque mondiale, Paul Romer, nobélisé quelques mois plus tard. La Banque mondiale avait à l'époque nié toute influence politique dans ce classement. Paul Romer s'était inquiété de modifications «arbitraires», qui avaient nettement changé le classement de plusieurs pays, dont le Chili. «Lorsque j'ai posé ces questions, Kristalina a

entrepris un travail de dissimulation, un maquillage», a expliqué l'économiste dans un entretien à l'AFP, jeudi. «J'en référerais à des gens qui manquaient d'intégrité. C'était intolérable. Les méthodes d'intimidation qui sont décrites dans ce rapport étaient réelles», a assuré Paul Romer.

Culture «toxique»

Les négociations en cours lors de la rédaction du classement de 2018 concernaient l'augmentation historique de 13 milliards de dollars des ressources de la Banque mondiale, dont la signature nécessitait le soutien du président américain Donald Trump (qui s'était opposé aux prêts concessionnels à la Chine) mais aussi de Pékin qui avait accepté de payer davantage pour les prêts. Simeon Djankov, un responsable nommé dans l'enquête, s'était publiquement élevé contre des organisations qui remettaient en question d'autres aspects du rapport, notamment le positionnement implicite en faveur d'une baisse des impôts sur les entreprises. Il les avait même qualifiées de «marxistes» lors d'une conférence en 2019. Le cabinet d'avocats WilmerHale a également enquêté sur le rapport «Doing Business de 2020» concernant l'Azerbaïdjan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, mais a dit ne pas avoir trouvé d'éléments prouvant que la direction ait été impliquée dans les changements de données. Les personnes interrogées ont enfin fait état d'une culture «toxique» au sein de l'équipe en charge du rapport «Doing Business», notamment de la part de Simeon Djankov, qui était alors un conseiller de Kristalina Georgieva.

(AFP)

Immobilier

La Bourse de Hong Kong boit la tasse

Evergrande est au bord du gouffre financier. La situation précaire du géant chinois de l'immobilier fait même vaciller, lundi, la Bourse de Hong Kong.

Les craintes d'un effet domino en cas d'effondrement du géant chinois de l'immobilier Evergrande, qui doit faire face, cette semaine, à plusieurs échéances de remboursement de dette, prenaient de l'ampleur lundi, faisant plonger la Bourse de Hong Kong. Evergrande, qui croule sous une dette de plus de 300 milliards de dollars (280 milliards de francs), avait reconnu, la semaine dernière, faire face à une «pression énorme» et prévenu qu'il pourrait ne pas être en mesure de faire face à ses engagements financiers. Or il doit verser des intérêts sur certains de ses emprunts cette semaine, avec des échéances fixées à lundi et jeudi.

Les répercussions

possibles inquiètent Un créancier, cité par le journal financier chinois «Caixin Global», lundi, a estimé qu'il y avait «99,99%» de chances qu'Evergrande ne soit pas en mesure de payer les intérêts dus au troisième trimestre. En cas de défaut de paiement, beaucoup s'inquiètent des répercussions sur les autres entreprises du secteur immobilier, les banques et les petits investisseurs. Le cours de l'action Evergrande a plongé, lundi, de 17% et de près de 90% par rapport au début de l'année. Et il a entraîné dans son sillage, lundi, plusieurs des grands groupes immobiliers de Hong Kong, avec notamment des pertes

États-Unis

Le Trésor américain met en garde contre un défaut de paiement

Janet Yellen, la secrétaire au Trésor, a appelé le Congrès américain à relever le plafond de la dette au risque de provoquer «une crise financière historique».

La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a vigoureusement plaidé dimanche pour que le Congrès relève le plafond de la dette au risque de provoquer «une crise financière historique». Dans un éditorial publié dans le «Wall Street Journal», Janet Yellen rappelle que «les États-Unis n'ont jamais fait défaut». «Cela précipiterait probablement une crise financière historique (...). Le défaut pourrait déclencher une flambée des taux d'intérêt, une chute brutale des cours des actions et d'autres troubles financiers», écrit la ministre des Finances de Joe Biden. Le plafond de la dette, que seul le Congrès a la prérogative de relever, est entré en vigueur le 1er août. Il interdit aux États-Unis d'émettre de nouveaux emprunts pour se financer si la limite actuelle de 28'400 milliards de dollars n'est pas



de plus de 10% pour Henderson Land ou New World Development. Au final, l'indice Hang Seng de la Bourse de Hong Kong a clôturé sur une chute de 3,3 pour cent.

Cadres sévèrement sanctionnés

Face à la crise que traverse le groupe, des manifestations, rares en Chine, ont rassemblé, ces derniers jours, devant les locaux d'Evergrande, des investisseurs et des fournisseurs qui réclament leur argent. La colère s'est accentuée ce week-end, avec l'annonce que six cadres supérieurs du groupe seraient soumis à des «sanctions sévères» pour avoir revendu des produits financiers avant que les petits investisseurs eurent été informés qu'ils ne seraient peut-être pas payés à temps. Le groupe a indiqué que ces cadres devraient rembourser l'argent ainsi récolté, insistant sur la nécessité de «garantir l'équité et l'impartialité» entre ses investisseurs. L'absence de commentaires de Pékin et le fait que lundi soit férié en Chine ne font qu'ajouter à l'incertitude. Selon Philip Tse, de BOCOM International Holdings, «il y aura de

nouvelles baisses» des cours si les autorités ne donnent pas de signal clair sur leurs intentions envers Evergrande ou si elles ne desserrent pas le tour de vis réglementaire envers le secteur immobilier.

Rembourser ses créanciers avec des places de parking...

L'année dernière, Pékin a pris des mesures sévères à l'encontre des promoteurs immobiliers, afin de les obliger à réduire leur endettement. Il leur est désormais interdit de prélever des biens immobiliers avant que la construction ne soit achevée, un système qui représente une partie importante du modèle économique d'Evergrande. Selon les experts, le groupe détient plus d'un million de biens immobiliers, prépayés par des clients, qui n'ont pas encore été construits, ce qui renforce l'appréhension des investisseurs chinois, dont beaucoup sont des primo-accédants. Faute de pouvoir emprunter sur les marchés financiers, et à court de liquidités, le groupe a essayé de rembourser certains de ces créanciers en nature, en proposant notamment des places de parking et des propriétés inachevées.

(AFP)

rehaussée. Ce relèvement fait régulièrement l'objet de bras de fer politiques au Congrès. Depuis les années 60, le plafond de la dette a été relevé ou suspendu quelque 80 fois.

Cascade de catastrophes financières

La semaine dernière, les services du Trésor ont indiqué que les États-Unis seraient à court d'argent «au cours du mois d'octobre». Janet Yellen décrit dans son éditorial une cascade de catastrophes financières si la capacité d'emprunt des États-Unis, afin de pouvoir honorer ses échéances, n'était pas relevée. En quelques jours, des millions d'Américains seraient à court de cash (...). Près de 50 millions de personnes âgées ne recevraient plus leur chèque de retraite et les soldats ne seraient plus payés», écrit-elle. «Nous sortirions de cette crise une nation durablement affaiblie»,

a encore affirmé la secrétaire au Trésor. Même si les États-Unis n'ont jamais fait défaut -- «pas une fois», souligne Janet Yellen--, elle rappelle l'épisode de 2011 «qui a conduit l'Amérique au bord de la crise». Sous l'administration Obama, l'impasse politique au Congrès avait conduit l'agence de notation Standard and Poor's à retirer la note «AAA» à la dette américaine, provoquant une onde de choc sur les marchés. «Tarder davantage» à relever la capacité d'endettement des États-Unis «n'est pas tolérable», ajoute Janet Yellen. «Ces 17 derniers mois ont mis à l'épreuve la force économique de notre pays. Nous sortons tout juste de la crise. Il ne faut pas se replonger dans une situation, tout à fait évitable», conclut-elle.

(AFPE)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE finance

Bélier Côté finances, vous aurez de la chance et de belles rentrées d'argent. Vous mènerez à bien des transactions importantes ou des négociations dont vous attendez beaucoup. Habile et compétent, vous défendrez vos intérêts avec panache. Mais vous serez tenté de dépenser tout l'argent que vous aurez gagné !

Taureau Le secteur argent continuera à être protégé. Vous aurez encore l'occasion de bénéficier d'opportunités intéressantes. Si vous avez une décision financière importante à prendre, concernant un achat, un placement ou un investissement, ce sera le moment. Vous aurez tous les atouts en main pour faire le bon choix.

Gémeaux Le moment est venu de plonger le nez dans vos comptes et de mettre au point de nouvelles stratégies financières. Si vous avez l'intention d'acquérir une maison ou un appartement, vous aurez des idées judicieuses.

Cancer Côté argent, Vénus vous apportera un petit coup de pouce. Mais comme Vénus n'est pas un astre à l'influence très puissante en argent, ne vous attendez pas à gagner au Loto ou à voir une prime quelconque vous tomber dans le bec ! Non, plus simplement, vous aurez peut-être droit à des revenus imprévus, ou au remboursement anticipé d'un prêt que vous avez fait.

Lion Vous seriez tenté d'améliorer votre quotidien en jouant gros. Erreur ! Malgré vos espoirs, cette journée ne vous réservera pas la chance de gagner quelque chose de significatif. Gardez jalousement votre argent, car si quelqu'un doit gagner beaucoup, ce ne sera certainement pas vous cette fois-ci.

Vierge Avec la planète Vénus dans votre camp, vous ne trouverez pas de meilleur moment que cette journée pour effectuer des transactions financières ou des opérations immobilières importantes. Les circonstances vous seront particulièrement favorables, et le succès vous sera acquis d'avance.

Balance Ne vous contentez pas de réaliser uniquement des opérations financières à court terme ou encore, si vous jouez en Bourse, d'opter uniquement pour l'audace au détriment de la sécurité. Autrement, vous risquez de vous retrouver face à de sérieuses difficultés. Il vous faudra voir plus loin que le bout de votre nez.

Scorpion Tout le monde sait que certaines transactions financières demandent beaucoup de patience et une longue préparation. Si vous allez trop vite en besogne, vous risquez d'avoir de mauvaises surprises. Vos gains et vos revenus pourront connaître un ralentissement ou une diminution. Votre logement réclamera toute votre attention.

Sagittaire Soyez particulièrement vigilant si vous devez réaliser une opération immobilière de grande envergure ce jour. Il est probable que l'affaire n'est pas aussi prometteuse que vous croyez, et en tout cas les influx astraux seront tels que votre jugement en la matière ne sera pas très fiable. Faites-vous assister par une personne compétente.

Capricorne Il existera des risques pour vous sur le plan financier, car les aspects de Pluton vous seront contraires. Soyez très prudent ; il faudra vous confiner strictement dans le réalisme et éviter les spéculations n'offrant pas suffisamment de garantie. Les associations ne vous seront pas très favorables pour le moment.

Verseau Il est possible que vous soyez obligé d'intenter un procès pour des raisons financières. Ne le faites que si vous êtes en possession d'un solide dossier et si vous êtes sûr que rien d'illégal ne peut être retenu contre vous. Sachez en tout cas que "qui gagne son procès gagne poule et perd vache" (proverbe chinois).

Poissons Calme plat presque parfait dans le domaine pécuniaire. Certes, vous ne bénéficierez d'aucune chance particulière, mais vous éviterez aussi, du même coup, les mauvaises surprises qui menacent tant d'autres signes en ce moment. Contentez-vous de gérer sagement votre budget, en fourni prévoyante et organisée, comme vous savez en général si bien le faire. Attendez pour modifier vos placements : le Ciel vous sera plus favorable bientôt.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

ECONOMIC COMMUNITY OF
WEST AFRICAN STATESCOMUNIDADE ECONOMICA DOS
ESTADOS DA AFRICA OCIDENTALCOMMUNAUTE ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUESTSESSION EXTRAORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA
CEDEAOAccra, République du Ghana
16 septembre 2021

COMMUNIQUE

1. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est réunie, en Session Extraordinaire, le 16 septembre 2021 à Accra, République du Ghana, sous la présidence de **S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana**, Président en exercice de la Conférence, afin de faire le point de l'évolution de la situation politique en République de Guinée. Les Chefs d'Etat ont également examiné les derniers développements de la Transition en République du Mali.

2. Etaient présents à cette session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ci-après, ou leurs représentants dûment mandatés :

S. E. M. **Roch Marc Christian KABORE**, Président du Burkina Faso ;
S. E. M. **Alassane OUATTARA**, Président de la République de Côte d'Ivoire ;
S. E. M. **Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO**, Président de la République du Ghana ;
S. E. M. **Umaro Sissoco EMBALO**, Président de la République de Guinée Bissau ;
S.E.M. **Georges Manneh WEAH**, Président de la République du Libéria ;
S.E.M. **Mohamed BAZOUM**, Président de la République du Niger ;
S. E. M. **Macky SALL**, Président de la République du Sénégal ;
S. E. M. **Julius Maada BIO**, Président de la République de Sierra Leone ;
S. E. M. **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise ;
S.E.M. **Yemi OSINBAJO**, Vice Président de la République Fédérale du Nigéria ;
S. E. M. **Aurélien AGBENONCI**, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République du Bénin ;
S. E. M. **Filomena MENDES GONÇALVES**, Ministre à la Présidence du Conseil des Ministres de la République du Cabo Verde ;
S.E.M. **Mamadou TANGARA**, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et des Gambiens de l'Extérieur de la République de Gambie.

3. Était également présent, S.E.M. **Jean-Claude Kassi BROU**, Président de la Commission de la CEDEAO. Ont également participé à cette session, S.E.M. **Goodluck JONATHAN**, Ancien Président de la République Fédérale du Nigéria et Médiateur de la CEDEAO en République du Mali ; et S.E.M. **Mahamat Saleh ANNADIF**, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

4. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note du Rapport de la Mission de haut niveau dépêchée en République de Guinée le 10 septembre 2021, à la suite de la Session extraordinaire de la Conférence tenue le 8 septembre 2021 par visioconférence. Ils ont également pris note du rapport de suivi de la transition politique en République du Mali présenté par le Médiateur, S.E.M. Goodluck Ebele JONATHAN.

5. Ils ont salué la qualité des rapports soumis ainsi que la pertinence des recommandations qui y sont contenues.

6. A l'issue de ses délibérations, la Conférence a entériné les principales recommandations contenues dans le rapport de la Mission.

Sur la Situation politique en République de Guinée

7. La Conférence réitère sa ferme condamnation du coup du 5 septembre 2021 et réaffirme son exigence pour la libération immédiate et sans condition du Président Alpha Condé. Elle rappelle encore qu'elle tient les membres du Comité National de Rassemblement et de Développement (CNRD) pour responsables individuellement et collectivement de l'intégrité physique du Président Alpha Condé.

8. La Conférence a été informée de la situation socio-politique présente en République de Guinée et de l'apparent engagement du Comité National de Rassemblement et de Développement (CNRD) à œuvrer pour un retour rapide de l'ordre constitutionnel. Elle a également noté la décision du CNRD d'engager des consultations avec l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux sur la situation socio-politique en République de Guinée. La Conférence s'est fortement préoccupée de la résurgence des coups d'Etat après ceux du Mali en 2020 et 2021.

9. Après examen du Rapport et délibérations, la Conférence décide de ce qui suit :

- le maintien de la suspension de la Guinée de toutes les instances de la CEDEAO jusqu'à la restauration de l'ordre constitutionnel ;
- la tenue, dans un délai de six (6) mois, des élections présidentielle et législatives pour la restauration de l'ordre constitutionnel en République de Guinée ;
- la mise en œuvre des sanctions ciblées conformément aux protocoles de

la CEDEAO, impliquant l'interdiction de voyage des membres du CNRD ainsi que des membres de leur famille et le gel de leurs avoirs financiers ;

- l'appui de l'Union Africaine, de l'Union européenne, des Nations Unies, et des partenaires multilatéraux et bilatéraux pour la mise en œuvre desdites sanctions;
- l'interdiction aux membres du CNRD d'être candidats à l'élection présidentielle ;
- l'accompagnement de la CEDEAO dans la résolution rapide de la crise et la préparation des élections ;

10. La Conférence appelle l'Union Africaine, les Nations Unies ainsi que les partenaires au développement à endosser les décisions prises et à accompagner la restauration de l'ordre constitutionnel en République de Guinée.

11. Les membres de la conférence ont demandé au Président en exercice de visiter les Républiques de Guinée et du Mali dès que possible afin de notifier en personne les décisions de la Conférence.

12. La Conférence décide de rester saisie de cette question.

Sur l'évolution de la transition politique en République du Mali.

13. La Conférence demeure très préoccupée par la lenteur dans la préparation des élections prévues en République du Mali pour fin février 2022.

14. La Conférence réitère sa demande pour un respect strict du calendrier de la transition devant conduire à la tenue effective des élections dans le délai non négociable de février 2022. A cet effet, la Conférence demande aux autorités de la transition de soumettre au plus tard à la fin du mois d'octobre 2021, le chronogramme devant conduire aux étapes essentielles pour les élections de février 2022. Elle insiste que seules les réformes nécessaires pour la tenue des élections à la date indiquée devraient être mises en œuvre.

15. La Conférence décide de sanctions ciblées contre tous ceux dont les actions impactent négativement sur le calendrier de la transition tel qu'arrêté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. Ces sanctions incluraient notamment l'interdiction de voyage pour ces personnes et leur famille et le gel de leurs avoirs financiers. A cet effet, la Conférence demande au Président de la Commission de la CEDEAO de compiler et soumettre la liste des individus et groupes d'individus concernés.

16. La Conférence condamne fermement les arrestations continues ainsi que l'incarcération de leaders politiques et anciens dignitaires par les autorités de la transition. Elle demande leur traitement judiciaire conformément à l'état de droit et au respect des droits de l'homme.

17. Au plan sécuritaire, la Conférence dénonce fermement la volonté des autorités de la transition d'engager des compagnies de sécurité privées au Mali et est très préoccupée par les conséquences certaines sur la détérioration de la situation sécuritaire au Mali et dans l'ensemble de la région.

Au titre du renforcement de la démocratie

18. Tenant compte des développements récents dans la région, la Conférence réaffirme que la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance est essentielle pour le développement, la paix et la stabilité de la région. En conséquence, la Conférence instruit le Président de la Commission à initier le processus de réexamen du Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001 afin de renforcer la démocratie, la paix, et la stabilité dans notre région.

19. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement expriment leur profonde gratitude à **S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO**, Président de la République du Ghana, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, pour son leadership dans la direction des affaires de la Communauté.

Fait à Accra, le 16 septembre 2021

LA CONFERENCE



Covid-16

La situation toujours inquiétante

Le coordonnateur national de la gestion de la riposte au COVID-19, Pr. Djibril Mohaman, a tenu le 15 septembre 2021 à Lomé, son traditionnel point de presse sur la situation pandémique au Togo.

● Eyram AKAKPO

Au Togo, les cas de contamination de la pandémie du coronavirus restent toujours inquiétants. En conférence de presse en milieu de semaine dernière, le prof. Djibril Mohaman a déclaré que « la situation reste quasiment identique aux semaines précédentes. Les cas de contamination restent toujours élevés, au-dessus de mille, ce qui fait que nous sommes toujours dans une situation préoccupante ». Par ailleurs, le coordonnateur a fait savoir que le pays a enregistré durant la semaine du 8 au 15 septembre 2021, 1115 cas de contamination (75 à 80% dans le grand Lomé) et 8 décès contre 1271 cas et 15 décès la semaine précédente.

Ila également mentionné que les décès concernent majoritairement les personnes non-vaccinées ou présentant des comorbidités. A en croire la CNGR, la contamination a touché presque toutes les préfectures du pays et surtout le grand Lomé. « Pour cette même semaine, la préfecture de Kloto a enregistré 39 cas de contamination contre 28 la semaine précédente ; Yoto 14 contre 8 ; Lacs 35 contre 22 ; Kpélé 18 contre 15 et Bas Mono 19 cas contre 17. Dans le reste des autres préfectures, il y a toujours des cas, mais inférieurs à dix. Cela n'exclut pas le fait que nous devons être vigilants, puisqu'un seul cas peut occasionner plusieurs, par voies de contamination », a expliqué Pr. Djibril. « Le chef de l'Etat a pris très tôt la mesure de la situation en mobilisant des ressources pour l'extension de nos capacités, au niveau des structures sanitaires, notamment les infrastructures, les équipements, mais aussi le personnel », a ajouté le prof, qui a invité les populations au respect des mesures barrières ainsi qu'à



la vaccination qui restent les seuls moyens de lutte contre cette maladie. Le coordonnateur a dans la foulée annoncé la création d'autres lieux de vaccination qui seront installés dans les marchés et les stations d'essence, afin de réduire l'affluence constatée dans les centres médicaux sociaux ces derniers jours.

Plus d'un demi-million de togolais vaccinés

562.551 personnes avaient été vaccinées au 16 septembre 2021 (première et deuxième dose), soit un taux de couverture de 11,7%. 270.000 togolais ont achevé leur parcours vaccinal. 150.000 injections ont été comptabilisées la semaine dernière. « La campagne se passe très bien avec un fort engouement depuis qu'on a introduit le pass sanitaire », a indiqué lundi le Pr Didier Koumavi Ekouévi, pré-



sident du Conseil scientifique. Grâce aux vaccins et aux restrictions imposées récemment, la courbe des contaminations est en légère baisse (moins de 1.000 cas la semaine dernière), celle des décès est stable.

2 millions de doses

Le Togo franchit le cap des 2 millions de doses. Les Togolais commencent à adhérer. Le Togo a déjà réceptionné 2 millions de vaccins contre le Coronavirus et la campagne de vaccination bat son plein. Dans un communiqué publié vendredi, le gouvernement félicite la population pour son adhésion massive à la campagne en cours. La méfiance face à l'injection s'estompe progressivement, mais les préjugés demeurent. Avec 2 millions de doses, les autorités peuvent amplifier la campagne et continuer à sensibiliser la population sur la nécessité de se faire vacciner.

Expo2020 Dubaï

Les inscriptions ouvertes aux Togolais jusqu'au 31 octobre

Le ministère du commerce a rappelé ce lundi aux opérateurs économiques togolais désireux de participer à l'Exposition Universelle 2020 de Dubaï (Expo2020 Dubaï) de s'inscrire en ligne. Les inscriptions sont en effet ouvertes jusqu'au 31 octobre 2021.

Le Togo participe à ce rendez-vous d'affaires sous le thème : « l'inclusion du numérique dans le développement des populations ». Cette participation, d'après le ministère du commerce, permettra au pays de « faire connaître à la communauté internationale l'innovation et l'ingéniosité togolaises », notamment via la présentation et la valorisation des réalisations et inventions réalisées. En dehors des expositions, plusieurs activités sont inscrites au programme. Il s'agit notamment de la journée économique prévue se tenir le 19



décembre 2021 sur le site de l'exposition. Celle-ci sera l'occasion de présenter des opportunités ainsi que des facilités d'investissement au Togo. Elle offrira également aux entrepreneurs togolais la possibilité de se connecter à leurs homologues du

reste du monde à travers des rencontres d'affaires B to B. Outre la journée économique, il est prévu la journée nationale et la journée des startups qui se dérouleront respectivement le 21 décembre 2021 et le 8 février 2022.

Avec Togo First

Juventus

Ça commence à faire beaucoup pour Massimiliano Allegri. Ténus en échec par l'AC Milan (1-1), les Bianconeri sont 18es du classement. La mission est plus difficile que prévu pour Massimiliano Allegri.

Le 13 septembre dernier, juste avant l'entrée en lice de la Juventus en Ligue des Champions, nous vous faisons un état des lieux alarmant chez la Vieille Dame. Le lendemain, les Bianconeri s'imposaient 3-0 contre Malmö et l'espoir d'un sursaut d'orgueil s'était propagé dans les hauteurs du Piémont. Cinq jours plus tard, patatras. Tenue en échec chez elle par l'AC Milan (1-1), la Juventus s'est une nouvelle fois réveillée ce matin avec la gueule de bois. Car il faut se pincer pour le croire. Après quatre matches de championnat, les hommes de Massimiliano Allegri sont dix-huitièmes du classement de Serie A avec seulement deux points sur douze au compteur ! Selon Opta, c'est la quatrième fois de son histoire (après les exercices 1942/43, 1955/56 et 1961/62) que la formation piémontaise ne remporte aucun de ses quatre premiers matches de la saison. Un constat saisissant qui met Allegri un peu plus sur le gril. Revenu en sauveur de la nation après le pari raté Andrea Pirlo, le coach aux cinq Scudetti glanés avec la Juve fait même moins bien que ses prédécesseurs. Mais après la rencontre, le coach turinois n'a pas caché sa colère et s'en est pris au compor-

tement de ses ouailles qu'il a jugées trop dociles en fin de match, alors que la Juve menait au score. « Je suis assez en colère contre ce qui s'est passé ce soir. L'équipe a réalisé une bonne première période en concédant un seul tir à Milan. En seconde période, on risquait même de perdre après le 1-1. Jusqu'à l'égalisation, le jeu était sous contrôle total. Nous avons perdu cette concentration et cette détermination. Sur le corner du but, nous étions trop suffisants dans la phase défensive. Quand on arrive à certains moments du match, il ne faut pas, sous aucun prétexte, que les adversaires puissent marquer et nous devons nous améliorer malgré le très bon pas en avant. Ce match ne change pas mon avis sur les forces de la Juve. La seule chose qui doit être apprise rapidement, c'est que dans les derniers instants de ces matches, vous devez être méchants, cela fait partie de l'apprentissage chez certains joueurs. »

Allegri plaide coupable mais...

Cependant, Allegri a quand même reconnu qu'il avait ses torts. En clair, alors que son équipe était devant au tableau d'affichage, l'Italien regrette d'avoir fait des

changements offensifs avec Moise Kean (66e), Federico Chiesa (72e), entrés juste avant le but égalisateur d'Ante Rebic (76e). « Disons que c'est ma responsabilité sur les changements, je me suis trompé. À ce moment du match, j'aurais dû mettre des joueurs plus défensifs. » Touché, Allegri n'est cependant pas coulé. Malgré les huit points de retard de son équipe sur le leader interiste, le coach de la Juve croit toujours au Scudetto. « C'était un match important, il était important de gagner et de faire un résultat positif. J'ai dit que c'était plus important pour Milan car en cas de victoire ils nous auraient éloignés, non pas définitivement, mais pas mal dans la lutte pour le Scudetto. Ce match nul laisse l'écart avec eux inchangé et nous avons encore la possibilité de remonter. Mais ça passe par ces fameuses 15 dernières minutes où il faut comprendre que gagner des matches est une affaire, ici on joue pour gagner les championnats et pour gagner les championnats ce genre de match ne doit pas se terminer par un match nul. » À bon entendre.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



CMJN



Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist** sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com